

AVRIL 2026

POLICY BRIEF

LA RECONFIGURATION DES ALLIANCES EXTÉRIEURES DE L'AES

une alternative à « l'ordre
occidental » ?

NEZHA ALAOUI MHAMMDI & LARABI JAÏDI

Pendant longtemps, la sécurité du Sahel reposait sur les dispositifs militaires occidentaux qui ne sont pas parvenus à juguler la menace jihadiste, démontrant ainsi les limites d'un modèle de coopération fondé sur la dépendance logistique et doctrinale envers les partenaires étrangers. Les trois États sahéliens ont décidé de rompre avec ce système et de construire « une souveraineté sécuritaire intégrée » Cette orientation s'est affirmée dans un contexte d'ouverture à de nouveaux partenaires. La Russie s'est ainsi imposée comme le principal allié militaire des États du Sahel. La Chine, déjà partenaire économique majeur, étend désormais sa coopération au domaine sécuritaire. L'intérêt des pays du Sahel pour les BRICS+ traduit leur volonté d'intégrer un système international plus équilibré. Le renouveau des relations avec les pays du Maghreb revêt aussi une importance stratégique dans la recherche de la stabilité et l'autonomie de la région sahélienne.

En diversifiant leurs partenariats, les pays du Sahel souhaitent transformer leur rupture avec les pays occidentaux en levier d'émancipation. Les nouvelles alliances contribuent à élargir leur marge de manœuvre diplomatique. Toutefois, le défi consiste à défendre leurs intérêts sans tomber dans de nouvelles dépendances. La réussite de cette diplomatie dépend de la capacité des États sahéliens à définir des priorités claires, à éviter la dispersion des initiatives et à coordonner leurs actions pour permettre à l'Alliance d'être un acteur clé dans la coopération Sud-Sud.

NEZHA ALAOUI MHAMMDI & LARABI JAÏDI

INTRODUCTION

Depuis 2020, les transformations politiques au Mali, au Burkina Faso et au Niger ont profondément redéfini les équilibres géopolitiques du Sahel. Ces trois pays ont entrepris une profonde réorientation de leurs alliances extérieures ; ils ont choisi d'adopter une posture de souveraineté sécuritaire et d'autonomie stratégique. Cette orientation marque une rupture historique avec la dépendance à l'égard des anciennes puissances coloniales et des cadres de coopération jugés contraignants, notamment la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest). Les pays de l'AES affirment une diplomatie d'« ouverture tous azimuts », marquée par la diversification de leurs partenaires. Cette politique vise à briser le face-à-face exclusif avec les anciens partenaires, tout en cherchant des alliances pragmatiques en vue d'élargir leur marge de manœuvre diplomatique.

Dans ce contexte, les pays sahéliens font face à une forte compétition d'influence entre les puissances occidentales, d'un côté, et la Russie et la Chine, de l'autre. Ils affirment une diplomatie d'« ouverture tous azimuts », marquée par la diversification de leurs partenaires du Sud. Cette politique vise à briser le face-à-face exclusif avec les anciens partenaires, tout en cherchant des alliances pragmatiques. Ces nouvelles alliances contribuent à élargir la marge de manœuvre diplomatique du Sahel. Toutefois, elles ne garantissent pas une autonomie effective si certaines conditions ne sont pas réunies. Le défi consiste à maintenir un équilibre diplomatique permettant de défendre leurs intérêts sans tomber dans de nouvelles dépendances. L'autonomie ne se décrète pas : elle se construit par des institutions solides et une cohérence stratégique.

L'objectif de ce Policy Brief est de comprendre les fondements, les défis et les perspectives de cette quête d'autonomie, à la lumière de l'évolution des alliances internationales et des nouvelles stratégies d'intégration régionale. Il s'inscrit dans une démarche analytique visant à éclairer les enjeux et les conditions de réussite de cette trajectoire. Il examine les limites actuelles et les conditions de réussite d'un rééquilibrage géopolitique et ses effets sur la souveraineté régionale. Il met l'accent sur les défis de l'AES pour construire de nouvelles alliances internationales, une diplomatie Sud-Sud et des rapports équilibrés avec le Maghreb.

I. LE DÉCLIN DE L'INFLUENCE DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE

Depuis 2023, les trois pays ont dénoncé les accords de coopération militaire et économique avec les puissances occidentales et engagé une ouverture à de nouveaux partenaires, dont la Chine et la Russie. Leur objectif est d'affirmer une politique de souveraineté.

1. Rupture assumée avec les anciennes tutelles sécuritaires

Les frontières, les institutions et les modèles administratifs du Mali, du Burkina Faso et du Niger ont été hérités du système colonial français. L'indépendance politique de 1960 n'a pas été suivie d'une souveraineté réelle : l'aide, la monnaie (franc CFA), la diplomatie et la défense sont restées sous influence française. Ce legs historique a produit des États faibles, dont la légitimité dépend de soutiens extérieurs plutôt que de la cohésion interne. Depuis les années 2010, la France a incarné la présence occidentale au Sahel à travers diverses

opérations (Serval en 2013), puis Barkhane de 2014 à 2022) et interventions (formation des armées nationales; contrôle du renseignement...). Si ces interventions ont permis de freiner temporairement la progression jihadiste, elles ont aussi marginalisé les armées nationales, affaibli la légitimité des gouvernements, et suscité une forte hostilité populaire. Le départ des forces françaises du Mali (2022), puis du Burkina et du Niger a marqué un rejet d'une relation asymétrique de dépendance sécuritaire.

La France et l'UE ont cherché à imposer un modèle de gouvernance libérale conditionné à l'aide financière. Les programmes européens ont souvent privilégié la forme institutionnelle (élections, réformes administratives) au détriment d'un appui à la transformation socio-économique. Cette approche technocratique a produit des États « vitrines » démocratiques mais sans légitimité sociale réelle. En rompant leurs liens avec la France et refroidi leurs relations avec l'Union européenne, les trois pays refusent désormais les conditionnalités démocratiques et morales imposées par l'Occident, et se tournent vers d'autres partenaires.

2. Les Américains négocient un retour

Entre 2019 et 2022, l'influence américaine au Sahel a augmenté paradoxalement alors que l'influence européenne a décliné. Cela était dû à une aide économique soutenue, à un engagement diplomatique et à une coopération en matière de sécurité. Malgré l'instabilité de la région, les États-Unis ont maintenu les relations diplomatiques et soutenu les efforts de la lutte contre l'extrémisme et le rétablissement de la stabilité dans la région.

La relation des États-Unis avec les pays du Sahel a progressivement perdu de sa profondeur avec l'arrivée des militaires au pouvoir. Le retrait de la CEDEAO (2024) et l'établissement de liens étroits avec la Russie ont placé les régimes militaires en porte-à-faux avec l'Administration de l'ancien président Joe Biden. Celle-ci a en effet soutenu les sanctions régionales contre les dirigeants sahéliens et les a appelés à remettre le pouvoir aux civils. L'aide a été gelée et l'influence américaine a été réduite. Après une période de tension, les États-Unis semblent chercher à renouer les liens.

Au sein de l'Administration Trump deux tendances se sont manifestées, l'une, focalisée sur les régions les plus névralgiques pour la sécurité américaine, accordait peu d'attention au Sahel central ; l'autre souhaitait garder un œil sur une région qui concentre la majeure partie de la violence jihadiste dans le monde. Les trois pays de l'AES possèdent également des gisements de minéraux rares, comme l'uranium et le lithium, qui pourraient intéresser les États-Unis. Ces considérations expliqueraient la nouvelle approche que l'Administration Trump semble adopter à l'égard de la région. Divers événements donnent des signes d'un réchauffement progressif.¹ Ces événements semblent indiquer que l'Administration du président D.Trump souhaite restaurer ses relations avec les trois pays du Sahel central après des années marquées par de fortes tensions.

Certains analystes considèrent que les gouvernements sahéliens pourraient préférer la diplomatie transactionnelle de Président américain – caractérisée par le peu de crédit accordé au droit international et une ligne plus souple envers la Russie – à l'approche multilatérale axée sur l'aide et le respect de l'État de droit promu par les précédentes administrations américaines (Crisis Group). De leur point de vue, les gouvernements sahéliens souhaitent

1. Visite du Premier ministre nigérien à Washington pour discuter du renforcement des liens bilatéraux et commerciaux avec des représentants du Département d'État américain (avril) ; présentation des lettres de créance (mai) de l'ambassadrice des États-Unis au président nigérien, deux ans après sa prise de fonction ; visites à fin mai du sous-secrétaire d'État adjoint américain pour l'Afrique de l'Ouest au Burkina Faso et au Niger pour « encourager une nouvelle dynamique de coopération ».

d'avantage d'investissements et veulent que les États-Unis assouplissent les restrictions sur les livraisons d'équipements militaires.

II. RUSSIE ET CHINE : DES ALTERNATIVES OU DE NOUVELLES DÉPENDANCES ?

La Russie et la Chine sont devenues les partenaires privilégiés du Sahel. La Russie intervient dans le domaine sécuritaire, fournissant armement, formation et coopération militaire. La Chine, de son côté, s'investit dans les infrastructures sahéniennes : routes, barrages, télécommunications. Ces alliances offrent une alternative pragmatique aux partenariats occidentaux mais posent la question de la soutenabilité financière et de la dépendance stratégique.

1. la Russie : sécurité contre ressources

Alors que les relations entre les pays membres de l'Alliance des États du Sahel et les puissances occidentales ne cessent de se détériorer, la Russie a multiplié les initiatives économiques pour renforcer son influence dans la région. La Russie s'est déclarée prête à renforcer son soutien militaire aux pays membres de l'Alliance des États du Sahel, en leur fournissant des équipements militaires et en formant les troupes pour intensifier la lutte contre les groupes djihadistes. Le partenariat russe est devenu le symbole du rejet des missions d'assistance occidentales impopulaires, ce qui lui a valu une grande popularité auprès d'une partie de la population.²

Après les accords de coopération sécuritaire signés avec les pays membres de l'Alliance, la Russie a intensifié sa coopération économique avec cette Organisation. La dénonciation des accords de coopération militaire et économique avec les puissances occidentales et la révocation des permis de plusieurs entreprises minières étrangères au nom d'une politique de réappropriation des ressources naturelles, ont ouvert un boulevard aux entreprises russes. Celles-ci ont multiplié la signature d'accords et de contrats dans des domaines qui vont des énergies renouvelables à la transformation des produits agricoles et des minerais, en passant par le nucléaire civil et l'aérospatial puis les nouvelles technologies.

Des protocoles d'accord sur la coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire ont été signés avec le Mali et le Burkina Faso. Le groupe russe Rosatom a conclu des accords de formation dans le domaine du nucléaire civil avec les deux pays. Le même groupe cherche à prendre le contrôle d'actifs d'uranium qui étaient détenus par le français Orano au Niger. Sur un autre plan, le Mali, le Niger et le Burkina Faso envisagent de développer un satellite de communication commun en collaboration avec l'agence spatiale russe Roscosmos, dans le but d'améliorer les services de télécommunications (téléphonie et Internet haut débit, diffusion radiophonique, communications sécurisées, etc.) dans les zones difficiles d'accès et aux infrastructures non développées.³

Avec la sécurité et les énergies, l'éducation est également un secteur prioritaire dans la coopération entre la Russie et ces pays. Plusieurs projets ont été mis en œuvre, parmi

2. Le groupe - Wagner, rebaptisé « Africa Corps », a suscité l'approbation des troupes maliennes et d'une partie de la population, qui a été déçue par les échecs de l'intervention occidentale.

3. Dans ce cadre, les trois pays ont signé un protocole d'accord avec Glavkosmos, une filiale de Roscosmos, pour la formation de personnel aux activités spatiales.

lesquels figure l'introduction du russe comme langue d'enseignement dans les écoles, la mise en place de programmes de formation des cadres prévoyant de faciliter le transfert des compétences, l'augmentation du nombre de bourses d'études etc.. Cependant, l'extension de l'influence russe dans l'AES place la Russie dans une situation de compétition avec d'autres puissances telles que la Chine qui lorgne sur les ressources minières et les contrats de construction d'infrastructures.

2. La Chine : développement contre ressources

Le Mali considère ses liens avec la Chine comme « un partenariat stratégique et sincère ». L'influence de Pékin dans le secteur de l'extraction de l'or et des mines n'est pas moins importante que celle de la Russie. Néanmoins, le Mali a adopté un nouveau code minier qui permet à l'État d'augmenter sa part dans les projets miniers et de renforcer la régulation des entreprises chinoises dans le secteur.⁴ Un accord avec la société chinoise Ganfeng Lithium exploitant le gisement de Goulamina a fait monter la participation de l'État malien à 35 % contre 20 % auparavant.

La Chine a aussi accru son influence au Burkina Faso. Elle a atteint son objectif de mettre fin à la coopération du pays avec Taïwan. Elle a obtenu des licences d'exploration d'or, de cuivre et de nickel. La Chine s'engage encore plus pour protéger ses intérêts contre les menaces à la sécurité de l'exploitation des ressources en fournissant des armements à l'État Burkinabe.

La relation entre le Niger et la Chine, bien que considérée comme stratégique par les deux pays, a récemment connu des tensions autour de l'exploitation du pétrole, des conditions d'emploi et de la gouvernance des infrastructures énergétiques. Depuis la fin des années 2000, la Chine, par l'intermédiaire de la China National Petroleum Corporation (CNPC), est devenue l'acteur majeur du secteur pétrolier nigérien. Elle a financé et construit la raffinerie de Zinder (SORAZ), le pipeline Niger-Bénin et le développement du gisement d'Agadem. Pendant longtemps, la CNPC a bénéficié d'un rapport de force favorable, caractérisé par une forte dépendance technologique du Niger et un contrôle chinois sur la chaîne de valeur pétrolière.

En 2024, le Niger a temporairement suspendu ses flux d'exportation au Bénin, en raison de tensions frontalières et diplomatiques, ce qui a indirectement impacté les intérêts de la CNPC. Le Niger tend vers une renégociation structurelle des accords. L'objectif est d'accroître la part de l'État dans les revenus pétroliers, d'assurer un meilleur transfert de compétences, et de renforcer la transparence dans la gestion. Malgré les incidents diplomatiques, le Niger n'a pas mis fin à sa coopération avec la Chine. La relation entre les deux pays reflète une tension négociée plutôt qu'une rupture. Le Niger a besoin de financements et d'infrastructures, tandis que la Chine souhaite sécuriser son approvisionnement en brut et son influence régionale.

Ces tensions traduisent une transformation des rapports entre la Chine et les pays de l'AES. Le Niger, à l'instar du Mali et du Burkina Faso, veut démontrer que la souveraineté proclamée s'applique à tous les partenaires. La Chine, pour sa part, doit adapter son modèle de coopération à des partenaires exigeant, désormais, plus de transparence et de retombées locales.

4. On peut donc parler de tensions mais pas encore exactement du même type que celles évoquées pour le Niger-Chine (licenciements, expulsion de cadres). Le Mali semble plutôt dans une logique de rééquilibrage contractuel et de contrôle accrue.

3. Enjeux et risques pour la souveraineté sahélienne

Les trois pays sahéliens connaissent une montée en influence politique et une plus grande pénétration économique de la Russie et de la Chine. La Russie a intensifié sa présence au Sahel à travers une stratégie dite de « troc stratégique », mêlant appui militaire et accords économiques. La Russie est un partenaire central de la recomposition sécuritaire : fourniture d'armes, de munitions et de drones de reconnaissance ; déploiement d'instructeurs et de conseillers militaires (dispositif Africa Corps) ; soutien diplomatique à l'AES dans les instances internationales. La Russie offre une coopération fondée sur la « non-ingérence et la réciprocité », renforçant ainsi l'autonomie opérationnelle des armées sahéliennes.

La Chine adopte une approche économique et infrastructurelle. Elle est déjà présente dans le Sahel à travers des entreprises publiques (CNPC, Sinohydro, China Road & Bridge). Les accords sont généralement fondés sur le modèle « ressources contre développement » : financement d'infrastructures contre droits d'exploitation. Mais si elle se présente comme un partenaire technologique et logistique, elle étend progressivement sa coopération au domaine sécuritaire : fourniture de véhicules blindés, d'équipements de communication et de surveillance ; formation technique et coopération en cybersécurité ; appui logistique aux forces de sécurité intérieure. Sa démarche discrète et pragmatique consolide les capacités matérielles sans impliquer de contraintes politiques.

Ces deux partenariats présentent des avantages mais aussi des limites. Ils permettent une diversification stratégique et un renforcement du pouvoir de négociation, mais risquent aussi de reproduire de nouvelles dépendances économiques et technologiques. Les avancées consistent dans : la diversification des partenaires économiques et géopolitiques ; l'accès à de nouvelles technologies et financements ; le renforcement du contrôle étatique sur certains secteurs miniers. Quant aux risques, ils se manifestent dans l'opacité des accords, notamment avec la Russie ; l'endettement croissant vis-à-vis de la Chine ; la dépendance sécuritaire et perte de contrôle sur certaines zones minières et l'insuffisance de transfert de compétences locales.

III. LES RELATIONS SUD-SUD : LA DIPLOMATIE DE DIVERSIFICATION

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger cherchent à renforcer leur autonomie stratégique et à élargir leur marge d'action internationale. Pour ce faire, ils cherchent à diversifier leurs relations extérieures aussi avec les pays du Sud, afin de construire des partenariats équilibrés et durables. Cette diversification vise à bâtir une véritable diplomatie d'émancipation vis-à-vis de l'Occident.

1. Les relations avec les BRICS+ : un élargissement de la marge d'action ?

Les relations avec les pays du groupe BRICS⁵ offrent à l'AES une opportunité pour consolider sa souveraineté et renforcer son influence internationale. Pour les pays du Sahel, ce cadre permet de rompre avec l'isolement diplomatique né de leur retrait de la CEDEAO et de la détérioration de leurs relations avec les puissances occidentales. En

5. Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, et leurs nouveaux membres comme l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Égypte et l'Éthiopie)

renforçant leurs relations avec les BRICS+, ils peuvent participer à la construction d'un monde multipolaire et affirmer leur rôle comme porte-voix d'un Sahel souverain au sein du « Sud global ». Ces relations offrent également un soutien politique dans les forums internationaux et une solidarité face aux sanctions extérieures.

Le Sahel développe des coopérations avec l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, dans le cadre d'une diplomatie Sud-Sud visant le partage de technologies, la formation et la valorisation agricole. L'Inde soutient des projets dans l'énergie solaire, tandis que le Brésil participe à des programmes agricoles durables. Les BRICS+ représentent aussi le projet d'une alternative aux institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale). Grâce à la Nouvelle Banque de Développement (NDB), créée par les BRICS, les pays du Sahel comptent bénéficier de financements pour des projets d'infrastructures, d'énergie et de développement sans condition politique contraignante. Des accords avec la Chine, l'Inde ou la Russie, peuvent faciliter le commerce en monnaies locales et d'accéder à des fonds souverains provenant d'acteurs tels que l'Arabie saoudite ou les Émirats arabes unis. Cette autonomie financière accrue renforcerait leur capacité à définir leurs priorités nationales.

En s'associant aux BRICS+, les pays du Sahel peuvent défendre collectivement leurs intérêts sur des enjeux cruciaux : réforme du Conseil de sécurité, justice économique mondiale, climat, commerce équitable... L'AES pourrait renforcer ainsi son poids sur la scène internationale en adoptant une diplomatie de non-alignement pragmatique. Cette position leur permettra de défendre leurs propres intérêts stratégiques. C'est là le fondement d'une autonomie souveraine. Mais la réussite de cette diplomatie dépend de la capacité des États sahéliens à définir des priorités claires et une diplomatie coordonnée au sein de l'AES⁶.

2. Le Sahel et le Maghreb : convergences et tensions

L'évolution récente des relations entre les pays du Maghreb et l'AES s'inscrit dans un moment de recomposition géopolitique majeure dans l'espace sahélo-saharien. Cette dynamique a entraîné un redéploiement des relations des pays du Maghreb avec les pays du Sahel, chacun adoptant une posture distincte selon ses intérêts géopolitiques, sa profondeur saharienne et ses rivalités régionales.

Dans ce contexte, l'Algérie occupe une position paradoxale. Historiquement, l'Algérie a joué un rôle dans la gestion des crises sahéliennes, notamment au Mali où elle était partie prenante de l'accord de paix d'Alger de 2015 entre le gouvernement malien et les groupes touaregs du nord. Aujourd'hui, les autorités maliennes accusent l'Algérie d'interférer dans les affaires internes maliennes et de maintenir des liens ambigus avec certaines forces touarègues, tandis qu'Alger reproche au Mali sa stratégie militaire dans le nord et son rapprochement avec des partenaires sécuritaires extérieurs.⁷ Cette tension algéro-malienne a eu un effet de contagion régionale en raison de la solidarité interne au sein de l'AES. L'Algérie s'est ainsi retrouvée marginalisée dans un espace sahélien où elle avait exercé une influence prépondérante. Toutefois, la diplomatie algérienne tente aujourd'hui de rééquilibrer cette situation, notamment par un rapprochement progressif avec le Niger qui lui permettrait de conserver une profondeur stratégique au Sahel.

6. L'Union africaine (2023) recommande de doter l'AES d'un secrétariat technique permanent chargé de la coordination de ces initiatives

7. La crise s'est aggravée en 2025 lorsqu'un drone malien a été abattu près de la frontière algérienne, incident qui a entraîné un rappel d'ambassadeurs et une escalade diplomatique entre les deux pays.

Dans ce paysage mouvant, le Maroc s'est positionné comme un partenaire privilégié des pays de l'AES. La diplomatie marocaine, déjà très active en Afrique de l'Ouest depuis le début des années 2000, a trouvé dans les recompositions sahéennes un nouvel espace d'influence. Cette dynamique s'inscrit dans une stratégie plus large visant à consolider les liens économiques, sécuritaires et diplomatiques avec les pays sahéens. L'initiative marocaine la plus structurante dans ce cadre est celle visant à offrir aux pays sahéens enclavés un accès à l'océan Atlantique via les infrastructures portuaires marocaines. Les autorités de l'AES ont exprimé leur soutien à ce projet, y voyant un moyen de diversifier leurs routes commerciales et de renforcer leur autonomie économique. Au-delà de cette initiative, les relations entre le Maroc et les pays sahéens s'inscrivent dans une coopération multidimensionnelle qui inclut les domaines militaire, religieux et économique.⁸

La Mauritanie constitue un cas particulier dans cette configuration régionale. Géographiquement et historiquement située à l'interface entre le Maghreb et le Sahel, Nouakchott entretient des relations étroites avec le Mali tout en cherchant à préserver une position d'équilibre vis-à-vis de l'ensemble des acteurs régionaux. Les échanges commerciaux, les circulations pastorales et les dynamiques sécuritaires lient fortement la Mauritanie et le Mali, notamment dans les zones frontalières. Toutefois, la Mauritanie reste prudente face à l'AES. Cette posture d'équilibre n'exclut pas certaines tensions. Les zones frontalières entre la Mauritanie et le Mali sont régulièrement affectées par les activités de groupes armés et des violences jihadistes qui inquiètent la Mauritanie et fragilisent son modèle de stabilité relative. Malgré ces préoccupations, les relations bilatérales restent globalement pragmatiques, fondées sur une coopération sécuritaire et économique destinée à prévenir les débordements de l'instabilité sahéenne.

Ainsi, les relations entre le Maghreb et l'AES se caractérisent aujourd'hui par une combinaison complexe de rivalités, de recompositions diplomatiques et de nouvelles opportunités de coopération. Cette évolution pourrait, à terme, redessiner les équilibres géopolitiques de toute l'Afrique du Nord et de l'Ouest, faisant du corridor sahélo-saharien l'un des principaux théâtres de recombinaison stratégique du continent. Dans ce contexte, les pays du Maghreb cherchent à préserver ou à redéfinir leur influence dans un espace sahéen devenu central pour leur sécurité et leurs intérêts économiques.

3. Les relations AES avec le voisinage africain du sud et du continent

L'évolution des relations entre les pays de l'AES et leurs voisins du continent ne peut être comprise qu'en replaçant cette Organisation dans une double logique : d'une part, une volonté de souveraineté politique et stratégique face aux Organisations régionales existantes et, d'autre part, la recherche de nouveaux ancrages économiques et diplomatiques à l'échelle du continent.

La rupture de l'AES avec la CEDEAO ne signifie pas une disparition complète des relations entre les deux parties. Les interdépendances économiques, sociales et migratoires restent fortes. Les protocoles de libre circulation hérités de la CEDEAO continuent temporairement de s'appliquer aux citoyens des pays de l'AES, et les échanges commerciaux restent intégrés dans les mécanismes régionaux existants. En pratique, la relation entre les deux ensembles évolue vers une situation hybride : rupture politique mais maintien d'interactions

8. Cette politique marocaine repose sur une stratégie d'influence graduelle qui combine diplomatie économique, partenariats sécuritaires et coopération religieuse à travers la formation d'imams et la promotion d'un islam modéré.

économiques et sécuritaires par nécessité. Plusieurs acteurs régionaux ont d'ailleurs plaidé pour la mise en place d'un cadre de coopération entre les deux Organisations afin de répondre à la menace djihadiste qui affecte l'ensemble de l'espace sahélo-ouest-africain.

Un ensemble d'initiatives montre que l'AES cherche progressivement à se constituer en pôle régional autonome, susceptible de remplacer certaines fonctions autrefois exercées par la CEDEAO (création force conjointe, création d'une banque confédérale..). Toutefois, malgré la rupture politique, la réalité géoéconomique impose une interaction constante avec les États côtiers de l'Afrique de l'Ouest. Cette contrainte géographique explique l'importance stratégique des relations avec les États atlantiques.

Depuis 2024, on observe une évolution vers un pragmatisme croissant entre ces pays. Certains États côtiers, initialement alignés sur la position ferme de la CEDEAO, ont progressivement adopté une approche plus flexible. Des initiatives de coopération économique et énergétique ont été évoquées avec le Ghana, notamment autour de projets d'infrastructures et de liaisons aériennes. Le Togo a également manifesté un intérêt pour un rapprochement stratégique avec les pays de l'AES, dans une logique de diversification des partenariats régionaux.

Cette évolution traduit un réalignement progressif de la géopolitique ouest-africaine. Les États du littoral, confrontés eux aussi aux menaces sécuritaires et à la nécessité de préserver les flux commerciaux régionaux, semblent privilégier une approche pragmatique plutôt qu'une confrontation durable avec l'AES. En d'autres termes, malgré la fragmentation institutionnelle, les logiques économiques et sécuritaires poussent vers une forme de coopération fonctionnelle.

La relation entre l'AES et l'Union africaine constitue un autre aspect crucial de cette recomposition. L'Union africaine, qui est tenue - selon ses statuts- de défendre les principes de gouvernance constitutionnelle et de rejet des changements anticonstitutionnels de gouvernement, a initialement adopté une position critique vis-à-vis des régimes militaires du Sahel. Cependant, l'évolution récente montre une tendance vers un pragmatisme institutionnel.

L'Union africaine doit composer avec une réalité politique nouvelle : la consolidation d'un bloc sahélien doté d'institutions propres et bénéficiant d'un certain soutien populaire dans ces pays. Dans ce contexte, l'UA cherche à maintenir un dialogue avec les États de l'AES afin d'éviter une fragmentation accrue du continent. Cette approche reflète une tension structurelle entre deux impératifs : la défense des normes démocratiques et la nécessité de préserver la cohésion géopolitique africaine.

Au total, les relations entre l'AES, la CEDEAO, les pays africains de l'Atlantique et l'Union africaine s'inscrivent dans un processus de recomposition régionale. La rupture institutionnelle avec la CEDEAO ne signifie pas une disparition des interactions régionales, mais plutôt une transformation des modalités de coopération. Les États de l'AES cherchent à construire un pôle sahélien autonome, tout en développant des partenariats pragmatiques avec les pays côtiers et avec d'autres acteurs africains. L'avenir de ces relations dépendra de plusieurs facteurs structurants : l'évolution de la situation sécuritaire au Sahel, la capacité de l'AES à construire des institutions économiques solides, l'attitude des États côtiers face à cette nouvelle configuration régionale et la manière dont l'Union africaine parviendra à intégrer cette nouvelle réalité dans son architecture institutionnelle.

CONCLUSION

En cherchant à stabiliser le Sahel, les puissances extérieures ont souvent contribué à le rendre ingouvernable, en entretenant des États dépendants, divisés et contestés. La reconquête de la souveraineté, affichée par l'Alliance des États du Sahel, est donc autant un projet politique interne qu'une réaction géopolitique à des décennies d'ingérence. Les trois pays du Sahel ont progressivement rompu avec leurs anciens partenaires occidentaux et entamé de nouvelles relations avec d'autres puissances comme la Russie et la Chine. Ces nouvelles alliances sont renforcées par une dynamisation des relations de coopération Sud-Sud avec les BRICS+, les pays du Maghreb et le rééquilibrage des liens avec la CEDA.

La réorientation des alliances extérieures est entrain de redéfinir le paysage sécuritaire sahélien. Elle marque la fin d'un modèle de sécurité imposée et la recherche d'une « sécurité souveraine », fondée sur la volonté politique et l'autonomie des États. L'impact de la réorientation des alliances extérieures sur la souveraineté sécuritaire et économique est encore à prouver : elle exige une diplomatie d'équilibre et une consolidation institutionnelle de l'Alliance pour éviter de retomber dans une nouvelle forme de dépendance et d'instabilité interne et régionale. Si ces conditions sont réunies, le Sahel pourrait devenir un laboratoire africain d'autonomie stratégique et de sécurité partagée.

Bibliographie

- Balima, S. (2024), Le retrait des pays de l'AES de la CEDEAO et la construction de la sécurité régionale, avril 2024, Friedrich Ebert Stiftung.
- Cheick, D. (2022), China's foreign policy in the Sahel, challenges and prospects, Organization for research on China and Asia (ORCA), May 25, 2022.
- De Leon Cobo, B. (2024), Shifting Alliances: The Sahel's geostrategic evolution in a multipolar era, 13 september 2024, RUSI Newsletter.
- Eizenga, D & A, Gnanguénon. (2024), Recadrer la réponse des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest à l'extrémisme violent, Bulletin de la sécurité africaine, No 43, Août 2024, Centre d'études stratégiques de l'Afrique.
- ETTG. (2025), The Nexus between Security and Development in the Sahel: West African Perspectives on EU Interventions, Policy Brief 3/ 2025, European Think Tanks Group, (ETTG).
- Grégoire, E. (2016), Le Sahel et le Sahara entre crises et résiliences, Hérodote. Géopolitique du Sahel et du Sahara.
- Hermine, S. (2025), West Africa at a crossroads of partnerships, Policy brief, April 2025, PCNS, GMF, PB-20/25.
- ICG. (2025), Defining a new approach to, the Sahel's military-led states, International Crisis Group, 22 May 2025.
- Konate, S & M, Boulghalagh, (2025), L'Alliance des États du Sahel : fruit de l'échec de la communauté internationale, Revue Internationale de la Recherche Scientifique, (Revue-IRS), Vol.3. No 1, Janvier 2025.
- Loada, A. (2024), Le souverainisme de l'État sahélien à l'épreuve du défi sécuritaire : le cas du Burkina Faso, 2024/2 No 278, Afrique contemporaine.
- Mouaya Tamba, R.L. (2025), L'Alliance des États du Sahel : une configuration émergente de souveraineté sécuritaire en Afrique de l'Ouest, Note de la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS), No 19/2025.
- Najimdeen, H.A. (2025), The Sahel's shifting sands: how security landscape is redrawing regional alliances, Analyses, 27 march 2025, Aljazeera centre for studies.
- Pichon, E. (2024), « Sahelexit » in West Africa, Implications for ECOWS and the EU, European Parliament Briefing, April 2024.
- Parlement Européen. (2016), Sahel : stratégie de l'UE pour la sécurité et le développement. Briefing. P 8. Mai 2016.
- Pérouse de Montclos, M-A. (2021), la présence de la France au Sahel : une vision militaire, Hérodote, revue de géographie et de géopolitique.
- Sampala, B. (2024), Le retrait des pays de l'AES, de la CEDEAO et la construction de la sécurité régionale, Note d'Analyse No 02, Avril 2024, Friedrich Ebert Stiftung (FES/PSCC).
- Searle, N & al. (2024), Tour d'horizon des réformes récentes du secteur minier et de la protection des investissements en Afrique, 16 février 2024, Hogan Lovells.
- Vircoulon, Th. (2024), Les effets contradictoires des sanctions occidentales sur les relations économiques russo-africaines, Briefings de l'IFRI, 28 Mai 2025.
- Wilen, N. (2025), Stepping un engagement in the Sahel: Russia, China, Turkey and the Gulf States, Egmont Policy Brief 375, April 2025.

À PROPOS DES AUTEURS



NEZHA ALAOUI MHAMMDI

Mrs. Nezha Alaoui M'Hammdi is Senior Fellow at Policy Center for the New South (since 2020) and the current Ambassador of His Majesty the King of Morocco to Ethiopia and Djibouti since 2016. She has served as first Permanent Representative of the Kingdom of Morocco after its return to the African Union by 2017, and to the Peace and Security Council of the AU (April 2018). She is currently Dean of the Council of Arab League Ambassadors to Ethiopia. [Read more](#)



LARABI JAÏDI

Larabi Jaïdi is a Senior Fellow at the Policy Center for the New South and an Affiliate Professor at Mohammed VI Polytechnic University. His areas of expertise include international economy, economic policies, international economic relations, regional economies, social development, international relations, and Mediterranean studies. He also served on the Special Commission on the New Development Model of Morocco, a consultative body created in November 2019 to formulate the country's new developmental guidelines. [Read more](#)

À PROPOS DU POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains. [En savoir plus](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs.

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University,
Rocade Rabat Salé - 11103
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 (0) 537 54 04 04
Fax : +212 (0) 537 71 31 54

www.policycenter.ma



THINK • STIMULATE • BRIDGE

